

Scénario du film «1929 — Les Koulaks de la Russie. Chroniques historiques avec Nikolai Svanidze» écrit par Marina Joukova, traduit par l'IA, et précédé d'un résumé également rédigé par l'IA

Résumé du scénario :

Le texte retrace l'année 1929 en URSS comme un moment charnière où se nouent plusieurs lignes de violence d'État : censure culturelle, liquidation de la paysannerie « aisée » et montée en puissance du système répressif.

Il s'ouvre sur l'affaire de la pièce La Fuite de Mikhaïl Boulgakov. Platon Kerjentsev, haut fonctionnaire du département d'agitation et de propagande, ancien critique littéraire, rédige un rapport au Politburo. Tout en reconnaissant la valeur artistique et l'humanisme de la pièce, il conclut qu'elle suscitera sympathie et compassion pour les héros du mouvement blanc — chose désormais intolérable. Il recommande donc son interdiction, recommandation ensuite entérinée par une commission comprenant Vorochilov et Kaganovitch. En parallèle, la figure réelle qui a inspiré le général Khloudov, le général blanc Iakov Slachtchev, est assassiné à Moscou après un parcours paradoxal : héros de la défense de la Crimée, émigré misérable, puis revenu en URSS pour enseigner la tactique aux futurs maréchaux soviétiques, avant d'être étroitement surveillé par le GPU.

Le récit se déplace ensuite vers la campagne de l'Oural en suivant la famille du paysan Mikhaïl Oustinovitch Malkov, installée dans la région de Kourgan depuis le XVIII^e siècle. Ces paysans n'ont jamais connu le servage, sont propriétaires ou fermiers, travaillent dur, investissent dans des outils, de petites productions artisanales (huile, goudron, peaux), élèvent du bétail et nourrissent de nombreux citadins. La NEP leur a permis de reconstruire l'économie rurale, les familles sont nombreuses et relativement prospères.

Mais à partir de la fin des années 1920, l'État réduit brutalement les prix d'achat du grain, multiplie les taxes et impose des emprunts d'État forcés. Les paysans résistent : ils dissimulent le blé, réduisent les semences, abattent le bétail. Les autorités répondent par l'article 107 (prison et confiscation), par des campagnes d'auto-imposition, par l'utilisation de comités locaux et d'« activistes » pauvres ou marginalisés, par des perquisitions systématiques et un système de dénonciation qui fracture la famille paysanne.

Staline théorise simultanément l'industrialisation accélérée et l'« exacerbation de la lutte des classes » ; il parle de « tribut » imposé à la paysannerie et, en décembre 1929, annonce le passage à la « liquidation des koulaks en tant que classe ». La dékoulakisation devient une opération de masse : boycott social, confiscation des biens, violences, humiliations, viols, tortures dans les « izbas-lecture », puis déportations massives de familles entières, en plein hiver, vers des régions lointaines. La dette fictive des koulaks est transférée aux nouveaux kolkhoziens pauvres, condamnés à travailler presque gratuitement.

En parallèle, le texte évoque la visite de Maxime Gorki au camp des Solovki : mise en scène hypocrite du régime, cachant la réalité des tortures et des morts. Gorki, malgré les appels silencieux des détenus, laisse un texte laudatif sur l'« énergie » des gardiens de la révolution, tandis que, sitôt son départ, un jeune prisonnier qui lui a parlé est fusillé.

La trajectoire des Malkov se conclut dans les trains de déportation : entassés dans des wagons à bestiaux, séparés des « chefs » installés dans des wagons confortables, ils sont finalement débarqués dans la neige. Malkov qualifie ce qui leur est fait de « crime contre l'humanité », expression déjà utilisée en 1915 pour le génocide des Arméniens. Le narrateur souligne enfin que la mémoire de ces paysans détruits a presque disparu, ne subsistant plus que dans de rares souvenirs de village sur « un koulak qui avait une meunerie et une fille violoniste ».

Scénario :

1929 — La dékoulakisation

Au début du mois de janvier 1929, le substitut du chef du département d'agitation et de propagande du Comité central du VKP(b), Platon Mikhaïlovitch Kerjentsev, adressa au Politburo une note à propos de la nouvelle pièce de Mikhaïl Boulgakov, *La Fuite (Beg)*.

Avant d'entrer au POSDR en 1904, Kerjentsev avait suivi quatre années à la faculté d'histoire et de philologie de l'université de Moscou. Le travail de parti qu'il accomplit en émigration en Angleterre, aux États-Unis et en France, puis son service au Commissariat du peuple aux Affaires étrangères, n'altèrent en rien sa vocation profonde : Platon Kerjentsev était censeur de naissance. Il n'était pas tourmenté par les complexes de Léonti Vassilievitch Doubelt, colonel de gendarmerie et censeur à l'époque de Nicolas Ier, qui fouillait dans les papiers de Pouchkine après la mort de celui-ci. Jeune, Doubelt avait été lié aux décembristes et, en 1837, il se consolait en se disant que, dans sa fonction de censeur et de policier, il payait malgré lui pour les péchés de sa jeunesse.

Kerjentsev, lui, en 1929, ne connaissait pas ce genre de tourments. D'un regard de critique littéraire professionnel, il voyait toutes les qualités de la pièce de Boulgakov, en mesurait exactement l'humanisme et, avec gourmandise, recommandait de l'interdire. Il écrit : « Le spectateur ouvrier rejette cette pièce » ; « Le conseil artistique de la Glavrepertkom s'est prononcé à l'unanimité contre cette pièce ». Et enfin, en son nom propre : « Interdire la mise en scène de la pièce *La Fuite*. Proposer au théâtre de cesser tout travail préparatoire à son sujet (discussions, lectures, étude des rôles, etc.) ». Le théâtre dont parle Kerjentsev est le Théâtre d'Art de Moscou.

Le prototype du héros principal de *La Fuite*, le général Roman Khloudov, est le général Iakov Slachtchev, assassiné à Moscou le 11 janvier 1929. Au moment où Kerjentsev rédige sa note sur la pièce, Slachtchev est encore en vie. Iakov Alexandrovitch Slachtchev a joué un rôle des plus actifs dans la défense de la Crimée contre les Rouges, durant l'hiver et l'automne 1920. Il quitte la Crimée avant l'évacuation massive des troupes de l'armée russe du général Wrangel. Jusqu'à l'automne 1921, il se trouve à Constantinople. Une organisation d'émigrés, l'« Union zemstvo », met à sa disposition une ferme où il élève des dindes.

Il publie une brochure intitulée *J'accuse*. Il y accuse le général Wrangel d'avoir livré la Crimée. Un tribunal d'honneur d'officiers lui retire son grade, le droit de porter l'uniforme et sa pension. La ferme ne rapporte rien. La Tchéka s'intéresse à lui. Le 11 novembre 1921, Slachtchev revient à Sébastopol, où Dzerjinski en personne l'accueille. À Moscou, il obtient un emploi conforme à sa spécialité : professeur de tactique.

Pendant sept ans, Slachtchev enseigne à l'École supérieure de tir et de tactique du commandement, « Vystrel », qui porte le nom de la IIIe Internationale. Parmi ses élèves, de futurs généraux et maréchaux de la Grande Guerre patriotique : Vassilevski, Malinovski, Tolboukhine, Batov. Pour la rédaction de ses mémoires, *La Crimée en 1920*, il est aidé par le commissaire politique et écrivain Froumanov, l'auteur de *Tchapaev*.

À partir de 1927, Slachtchev est placé sous la surveillance renforcée du GPU, en lien avec le début de la campagne de répression contre les anciens spécialistes militaires. L'un des chefs d'accusation envisagés contre lui est d'« enivrer de jeunes cadets rouges ».

Le 11 janvier 1929, au matin de son anniversaire, Slachtchev est tué dans sa chambre, dans une aile de la maison n° 3 de la rue Krasnokazarmeïnaïa. Le meurtrier, Lazar Kolenberg, prenait des leçons particulières de tactique chez lui. Kolenberg déclara qu'il méditait ce meurtre depuis longtemps, par vengeance pour son frère, mort en Crimée pendant la guerre civile. Kolenberg fut reconnu irresponsable.

La décision définitive concernant la pièce de Boulgakov, *La Fuite*, est prise par une commission spéciale composée de Vorochilov, Kaganovitch et Smirnov. Le 29 janvier 1929, Vorochilov écrit à Staline : « Je vous informe que les membres de la commission ont pris connaissance du contenu de la pièce et ont jugé politiquement inopportun de la monter au théâtre. »

Signature : K. Vorochilov.

On regrette qu'aucun artiste n'ait peint un monumental tableau intitulé : « La commission Vorochilov-Kaganovitch discute de la pièce de Boulgakov *La Fuite* ».

En réalité, tout avait été réglé avant Vorochilov par les efforts d'un excellent critique littéraire au service du pouvoir soviétique. Platon Kerjentsev avait clairement dit : « La pièce de Boulgakov *La Fuite* suscitera la sympathie et la compassion pour ses héros. » Autrement dit, pour le mouvement blanc. En 1929, le cercle des personnes qui, quoi qu'il arrive, ne doivent susciter ni sympathie ni compassion, s'élargit brutalement. Il inclut désormais les couches les plus laborieuses et les plus responsables de la paysannerie héréditaire russe.

En 1929, dans l'okroug de Kourgan, dans l'Oural, au sein de la RSFSR, vit avec sa grande famille un paysan, Mikhaïl Oustinovitch Malkov. Il a quarante-huit ans. Ses ancêtres sont installés là depuis le milieu du XVIIIe siècle. Les paysans locaux n'ont jamais connu le servage. Ils sont donc habitués au travail libre et autonome. Ils vivent à la frontière de la Russie et de la Sibérie.

Jusqu'en 1906, le mot « Sibérie » désignait un lieu de déportation : un territoire spécial, à part, de l'Empire russe. À partir de 1906, avec le lancement de la réforme agraire de Piotr Stolypine, la Sibérie devient une nouvelle terre à mettre en valeur par la paysannerie sans terre de la Russie européenne. La réforme de Stolypine est interrompue par la Première Guerre mondiale, la révolution et la guerre civile. Dans l'arrière-Oural et en Sibérie, les paysans propriétaires de leur terre ne voyaient aucun sens au pouvoir soviétique. Pour le droit de travailler librement sur leur propre terre, ils se battirent à mort contre les bolcheviks pendant la guerre civile.

Après la proclamation de la NEP, c'est-à-dire dès la première possibilité de mener une économie rationnelle, la vie rurale se calma et prit un cours normal. Le premier indicateur du retour à la normale au village fut la croissance des familles. En neuf ans, de 1922 à 1930, les foyers comptent 4 à 5 enfants de moins de huit ans. Si l'on tient compte des enfants nés avant la guerre, on obtient des familles de 7 à 10 enfants, voire davantage.

Le paysan de Kourgan, Mikhaïl Oustinovitch Malkov, a six enfants. Il exploite son domaine et vit avec ses frères cadets. La véritable maîtresse de la maison et de l'exploitation, c'est leur mère, Agafia Nikolaïevna. Elle ne verra pas de ses propres yeux l'horreur de la dékoulakisation et la mort de sa famille. À la fin de 1928, elle est partie chez son plus jeune fils. Celui-ci a terminé l'Académie forestière d'Omsk, il travaille au Kazakhstan, dans un technicum qu'il a lui-même créé. Au début des années 1920, tous les proches vivent encore sous le même toit : 21 personnes, dont 10 enfants âgés d'un à quinze ans. En 1925, la famille de Mikhaïl Oustinovitch s'installe dans une maison à part, mais la grande coopérative familiale continue d'exister. Son fils, Viktor, écrira plus tard dans son livre de souvenirs *La dékoulakisation – comment cela s'est passé* : « Pour notre famille, c'était une bonne époque, et pour nous, les petits, une enfance joyeuse. Cela, bien sûr, du point de vue d'un garçon de neuf ans de la campagne. »

La famille travaille toute l'année. La terre prise à bail se trouve à vingt kilomètres du village. On s'y rend chaque jour pour tous les travaux agricoles. En août, on y emmène même les oies pour les engraisser avec les épis tombés au sol. À côté de cette terre louée, il y a encore la terre d'attribution, soi-disant « à soi ».

Pendant la NEP, et jusqu'en 1929, les paysans solides de l'Oural et de la Sibérie ont pratiquement retrouvé les superficies qu'ils cultivaient avant la guerre civile. Certains ont en location jusqu'à 100 dessiatines. La dessiatine, c'est un hectare et quelques. Il arrive donc qu'une famille cultive plus de 100 hectares.

Le paysan Mikhaïl Malkov possède trois chevaux. D'autres en ont dix. Chaque foyer élève du bétail de toutes sortes.

Ils ont aussi du matériel agricole. Mikhaïl Oustinovitch a acheté un semoir à traction animale et une faucheuse-lieuse surnommée « lobogreïka ». Ce nom tendre vient du fait que travailler sur cette machine était extrêmement pénible : le front commençait à « chauffer » non pas au bout d'une journée, mais après avoir fauché une seule bande. La chemise était trempée, la sueur coulait sur le visage. L'un des frères Malkov a mis au point la production de lubrifiants à partir de résine de racines de pins. De l'écorce de bouleau, il a appris à fabriquer du goudron pour graisser les chaussures en cuir. Ils écoulent cette production au village, parfois au marché de Kourgan. Le four où cette production est élaborée a été construit à l'écart du village. À côté de cette petite usine se trouve un potager où l'on cultive des pommes de terre. Ainsi, on évite de les transporter depuis la maison et on ne gaspille ni forces ni temps.

Le bois de chauffage et les matières premières sont préparés par toute la famille, y compris les enfants. C'est pour l'été. L'hiver, lui, dure près de six mois. Pendant l'hiver, les femmes tissent, avec le lin qu'elles ont cultivé, des toiles dont elles cousent des vêtements. Les usines textiles d'État sont incapables d'habiller la population paysanne. Mikhaïl Malkov ne se permettait de porter une chemise en calicot que les jours de fête. Il n'y a pas de couvertures à la maison : seulement des tapis rustiques tissés à la main et des fourrures taillées dans la laine de leurs propres moutons. Chaque kopeck est comptée, tout est investi dans l'affaire. On ne rêve pas de beaux vêtements, on s'inquiète d'une bonne nourriture. Pour travailler beaucoup, il faut que les enfants mangent à leur faim.

Les Malkov sèment de tout : blé, avoine, seigle, orge, pavot, lin, chanvre.

À partir des graines de lin et de chanvre, la famille Malkov produit de l'huile. Ils ont monté un petit moulin à huile. En réalité, tout cela, ils le faisaient déjà avant la révolution. L'hiver, les paysans des villages voisins viennent chez les Malkov pour y acheter de l'huile. De plus, au conseil de famille,

les Malkov ont décidé de se lancer dans le travail du cuir. Ils ont confié cette tâche au plus jeune frère. D'abord, ils ne traitent que les peaux de leurs propres bêtes, puis ils commencent à accepter des commandes.

Et encore, les Malkov élevaient une race particulière de dindes.

Voilà, des gens comme les Malkov, c'est cela qu'on appelait des « koulaks ». Il existait une explication populaire à ce mot : koulak, « poing », parce qu'il dormait la tête posée sur son poing. Parce que ses doigts, serrés en poing, lui servaient de coussin la nuit, et le jour ne se desserraient jamais pendant le travail. Un koulak, c'est un bourreau de travail.

Sous la NEP, c'est-à-dire en période de libre commerce de leur propre grain, une famille paysanne ordinaire de l'Oural se suffisait à elle-même et nourrissait trois citadins. Ceux qu'on appelait des koulaks en nourrissaient quinze. L'okroug de Kourgan, où la famille Malkov chérissait ses vaches, exportait chaque année, via l'union coopérative des huileries, 150 à 160 pouds de beurre vers l'Angleterre. L'usine de bacon de Kourgan expédiait jusqu'en 1929 environ 100 000 pouds de bacon par an en Angleterre.

En 1927, à la place de l'Union des coopératives de crédit, détruite après la révolution, naît l'Union de crédit agricole. Cette organisation regroupe, sur une base volontaire, les moyens financiers de plus de 100 000 exploitations paysannes individuelles. Ce sont précisément ces fonds privés mutualisés qui permettent de construire, durant la NEP, des silos, des huileries, des usines de transformation. Dans les projets immédiats figure une usine de machines agricoles, avec une production de tracteurs.

C'est sur ce fond relativement prospère que l'État diminue brutalement les prix d'achat du grain et introduit un nouvel impôt supplémentaire. Les paysans, partout dans le pays, refusent d'un seul bloc de vendre leur blé à vil prix. Ils gèrent leurs exploitations sans subventions de l'État : la vente de céréales est la source même de la vie et du développement de ces exploitations. Le but du pouvoir est d'extorquer au village l'argent nécessaire à l'industrialisation accélérée, ainsi que le grain destiné à l'exportation, toujours au profit de cette même industrialisation. L'idée stalinienne d'industrialisation accélérée est absolument aventureuse. Pour la mettre en œuvre, l'URSS ne dispose pas des leviers économiques nécessaires. Et, qui plus est, cette idée n'a rien d'original. Staline l'a empruntée à Trotski. Trotski lui-même, en janvier 1928, est expulsé de Moscou vers Alma-Ata. Lors de cette expulsion, il refuse de partir de son plein gré. Les agents du GPU le portent littéralement dans leurs bras. Le 18 janvier 1929, la commission spéciale auprès du collège de l'OGPU formalise la décision de l'expulser hors de l'URSS. Le 22 janvier, on le fait sortir d'Alma-Ata vers Frunze, on le met dans un train et on lui annonce qu'il est déporté à Constantinople. Trotski proteste. Il exige qu'on l'envoie en Allemagne. Le train reste à l'arrêt dans la steppe pendant douze jours, on attend la réponse de Moscou. L'Allemagne, qui, douze ans plus tôt, avait assuré la venue des bolcheviks en Russie, refuse désormais le visa à Trotski. Sur le vapeur *Ilitch*, Trotski est emmené à Constantinople. Dans une ville peuplée de réfugiés de la révolution russe et d'officiers de l'armée de Wrangel — ces mêmes personnages de la pièce interdite de Boulgakov, *La Fuite*.

Le 28 mai 1928, lors d'une rencontre avec les étudiants de l'Institut des professeurs rouges et de l'Académie communiste, Staline déclare pour la première fois publiquement qu'il existe un moyen sûr et commode d'arracher le grain aux paysans. Il dit : « C'est le passage de l'exploitation paysanne individuelle à l'exploitation collective, socialisée. »

Un mois et demi plus tard, au plénum de juillet 1928, Staline formule sa célèbre thèse sur l'exacerbation de la lutte des classes à mesure que l'on avance vers le socialisme.

Au même plénum de juillet, il déclare à propos du nouvel impôt sur le village : « L'impôt supplémentaire sur la paysannerie, c'est une sorte de tribut que nous prélevons afin de maintenir le rythme de développement de l'industrie. » L'emploi du mot « tribut » par Staline est révélateur. Dans un sens, un tribut définit le rapport financier qui lie le vainqueur à la population conquise. Dans un autre, il renvoie au système féodal d'imposition. Dans tous les cas, ce mot prononcé par Staline signifie que, sur bien des plans, le pays retourne au Moyen Âge.

Les paysans paient des impôts sur le revenu, sur la terre, un impôt agricole, un impôt sur les activités artisanales, un impôt supplémentaire. En 1928, on introduit l'impôt d'« auto-imposition ». Officiellement, les fonds tirés de ce nouvel impôt doivent être consacrés aux besoins sociaux et culturels du village.

Les hommes du village réagissent : « Sans doute leur politique, c'est que le paysan ne livre pas le grain ; voilà pourquoi on institue l'auto-imposition. » Le montant de cet impôt doit être approuvé par l'assemblée générale du village. Pour le collecter, des milliers de commissaires sont envoyés sur place. Il leur est interdit de rentrer avant le recouvrement intégral. Les assemblées générales rejettent l'idée de l'auto-imposition. De l'échelon du district, on transmet aux commissaires l'instruction suivante : si l'assemblée refuse de voter l'auto-imposition, augmenter brutalement le nombre de « déchus » – des éléments socialement étrangers privés du droit de vote. Les soviets villageois dressent des listes de mécontents et les envoient au comité exécutif de district. Ce dernier les signe sans même les lire. Aux soviets, on recommande de s'appuyer sur « l'élément pauvre ».

En réalité, pendant la courte période de la NEP, dans les conditions de l'économie de marché, le village s'est scindé naturellement et rapidement entre travailleurs sobres, entrepreneurs, et racaille à moitié ivre qui ne sait pas travailler, ne veut pas travailler et, par conséquent, est encline à l'envie. Cette racaille, qui, dans les années suivantes, constituera le soutien du pouvoir soviétique au village, et les pauvres, ce n'est pas la même chose. La véritable ligne de partage au village ne passait pas entre le koulak et le pauvre. Les pauvres du village de 1928–1929 sont ceux qui, pour des raisons subjectives, ont un revenu inférieur à celui des paysans moyens et des koulaks. Ces raisons, au village, commencent toujours par le nombre de fils dans la famille et l'état de santé. Les filles, dans une famille, sont toujours un « déficit ». Malkov avait de la chance : il avait trois frères et des fils — certes encore petits. L'aîné est mort. Deux fois par an, pour les semailles et la moisson, on embauche cinq journaliers. Dans le village de la NEP, le recours au travail salarié est autorisé depuis 1922. Les exploitations koulaks concentrent 15 % de tous les journaliers, les exploitations pauvres 9 %.

La masse principale du travail salarié se trouve dans les exploitations de paysans moyens, qui forment la majorité en 1929. Souvent, deviennent koulaks ceux qui ont combattu dans l'Armée rouge pendant la guerre civile. Ces gens-là, koulaks ou paysans moyens, ne veulent ni ne peuvent payer un impôt de plus. Et, pour lever le nouvel impôt, on réunit l'assemblée villageoise jusqu'à 8 ou 10 fois afin d'accomplir la procédure. Les opposants à l'impôt sont arrêtés. Dans les rapports des commissaires, la formule « ordre donné d'arrêter » est la plus fréquente.

Mikhaïl Oustinovitch Malkov discute de la situation avec ses frères et leurs épouses. Dans le village voisin, à la première réunion, sur 360 personnes ayant droit de vote, 33 seulement se sont présentées. Le lendemain, on en rassemble 71. Quarante-huit votent pour l'impôt, c'est-à-dire la

majorité. Dans les procès-verbaux, le nombre de présents n'est pas mentionné, seulement le fait qu'on a voté « pour ».

Dans un autre village, un commissaire croise dans la rue une femme ivre, l'arrête, l'enferme pour la nuit. Le lendemain, sous la menace de prison, il obtient d'elle le nom de celui qui distille de la gnôle. La distillation est interdite. Tous les distillateurs se retrouvent être des miséreux absolus. À tous, on promet la liberté à condition qu'ils votent pour l'impôt et qu'ils incitent à en faire autant les grands consommateurs d'alcool. Dans ce village, l'impôt est adopté du premier coup.

Mikhaïl Malkov vote pour l'impôt à la deuxième tentative. Il n'a pas l'intention d'abandonner son exploitation ni de quitter le village. Il n'a donc nulle part où aller.

Entre-temps, la souscription forcée aux emprunts d'État commence au village. On vient chez Mikhaïl Malkov de nuit.

Dans la note de service destinée aux propagandistes de l'emprunt, il était recommandé de venir discuter de cela avec les paysans de nuit. Mikhaïl Oustinovitch savait déjà qu'à l'école, pendant les cours, on disait à ses enfants que chaque élève devait devenir un propagandiste actif de l'emprunt au sein de sa famille. Malkov ne voulut pas tenter la faiblesse de ses enfants. Il accepta d'acheter des obligations. Pour les payer, il abattit une vache. Partout, en réponse à l'agression financière de l'État, on abat le bétail. Dans les statistiques, ce phénomène négatif et extrêmement dangereux est interprété comme une croissance de l'élevage « marchand ».

Beaucoup de voisins de Malkov tentent aussitôt de vendre ces titres d'État. La revente massive d'obligations, au village comme en ville, est un phénomène typique du début de 1929. En réponse, on crée, auprès des soviets locaux, des commissions de soutien aux emprunts. On ne peut rendre ses obligations qu'avec l'autorisation de la commission. Autrement dit, c'est pratiquement interdit. Deux ans plus tard, on ordonne de déposer les obligations aux caisses d'épargne pour un délai d'au moins trois ans. Les résultats de cette mesure coercitive seront présentés comme une « croissance rapide des dépôts à terme de la population ».

Mikhaïl Oustinovitch Malkov ne chercha pas à revendre ses obligations. Il en tapissa l'intérieur du couvercle d'un coffre.

Depuis 1928 déjà, l'article 107 du Code pénal de la RSFSR est largement appliqué. C'est la peine de prison avec confiscation des biens. Le tour de force, c'est que cet article n'est pas explicitement destiné aux koulaks ; on peut l'appliquer à n'importe quel paysan qui refuse de livrer son grain à vil prix. La confiscation de biens menace tout le monde, seules varient les durées de prison. La dissimulation de blé est un phénomène de masse.

On cache les semences d'une manière toute particulière. Les paysans protègent les semences comme, en temps de guerre, on protège les enfants. On les enterrent dans les hameaux, dans la forêt, on les cache au fond des puits. Les perquisitions au domicile sont déjà courantes en 1928. Les représentants du pouvoir arrivent avec des fourches et des tiges métalliques. Ils sondent tout le plancher du grenier, fouillent le bain, et en même temps dressent la liste de tout ce qui pourra servir à une éventuelle confiscation.

Un commissaire du village demande au district : « Peut-on faire des perquisitions chez les familles de soldats de l'Armée rouge ? »

« On peut », répond le secrétaire du comité de district.

Les commissaires sont incapables de surveiller chaque paysan. Alors on songe à recruter des informateurs au sein même des familles. Commence un travail actif de désagrégation de la famille paysanne. Dans la campagne d'arraisonement du grain, les membres du Komsomol sont irremplaçables. Ils vivent au village, ne travaillent pas, ne produisent pas de blé : ils ne font que le saisir. Mais ils sont peu nombreux : la jeunesse paysanne est, dès l'enfance, incluse dans le travail et ne pense pas à la politique. C'est elle qui nourrit le pays et elle-même. Les femmes ne conviennent pas comme informatrices : elles veulent un vrai bien-être familial. On ne les achète pas avec des cadeaux. En 1929, après la fin de la NEP, on ne peut plus faire de cadeaux : les biens de consommation manquent totalement. L'épouse de Mikhaïl Oustinovitch, Alexandra Nikiforovna, se rend à Kourgan pour affaires et tente d'y acheter un peu de savon ordinaire. En vain. À la boutique, on lui dit : « Pour ce qui est d'avoir du savon, il n'y a aucun espoir. »

De retour à la maison, Alexandra Nikiforovna raconte : « On dit que les soviets villageois ont reçu l'ordre du comité de district de troquer le grain contre de la gnôle. À quel point on en est arrivés ! »

Dès 1928, on ne sait plus comment nourrir, en prison, les paysans arrêtés pour dissimulation de grain et non-paiement d'impôts. On y ajoute de nouveaux arrêtés sous de nouveaux chefs d'accusation. Les paysans moyens et pauvres, écrasés par la pression fiscale, réduisent brutalement leurs emblavures. Pour cela aussi, désormais, le pouvoir les jette en prison. Les arrestations massives privent le village d'une part importante de sa force de travail. Avant la moisson de 1928, un décret du Commissariat à la justice décide de « libérer immédiatement les paysans moyens et pauvres condamnés pour non-livraison d'excédents de grain ». Après la moisson, les commissaires reviennent au village. Cette fois, on crée auprès d'eux des commissions publiques villageoises, dont les membres sont eux aussi responsables du plan de collecte du grain. En 1929, il ne reste plus qu'une seule source possible de grain : les koulaks. Les exploitations koulaks, plus fortes et mieux équipées, peuvent encore travailler. L'instrument de pression sur les villageois qu'adopte la commission est le boycott.

Le système de boycott, appliqué en 1929 contre le koulak producteur de grain, signifie ceci : tous les habitants du village, sous peine de poursuites pénales, ont interdiction de parler au koulak et aux membres de sa famille. Les komsomols murent ses fenêtres et ses portes, bouchent les cheminées, polluent les puits. Les enfants du koulak sont exclus de l'école ou contraints à renier publiquement leurs parents. On interdit au koulak de paraître dans les lieux publics, et souvent de quitter le village ou de voir ses proches. On lui refuse toute assistance médicale.

Dans certains villages, la population se solidarise contre les actions des autorités. Pour briser cette résistance, on place de villages entiers sous régime de boycott.

Les membres de la commission, avec le commissaire et un représentant de l'OGPU, passent alors dans toutes les maisons, sans exception. Ils raflent tout le grain restant. Il faut déjà songer à ramener du grain en sens inverse pour distribuer un peu de ration aux pauvres complètement dépouillés.

Le 28 juin 1929, le Comité exécutif central et le Sovnarkom de la RSFSR adoptent une résolution « Sur l'élargissement des droits des soviets locaux ». Cette résolution renforce le pouvoir répressif des organes du pouvoir soviétique à l'encontre d'une paysannerie qui n'a plus rien à donner à l'État. Désormais, les soviets peuvent infliger une amende cinq fois supérieure à la valeur du grain à livrer. Cette mesure, appelée « p'iati kratki » — les « quintuplettes » — entre dans la vie courante. Les biens des débiteurs sont vendus aux enchères, sans jugement. Le quart de la somme récoltée revient aux autorités locales.

En 1929, les villages d'outre-Oural et de Sibérie sont en état de guerre avec l'État. En réalité, cette dernière résistance paysanne de 1929 est d'ampleur union-wide. Dans une note du département secrétariat-opératif de l'OGPU, on lit : « L'augmentation des mouvements de masse en 1929 apparaît clairement si l'on compare les chiffres par année : 1927 – 63, 1928 – 709, 1929 – 1 190 mouvements paysans. » Les formes de résistance paysanne : incendies de locaux soviétiques et du parti, blessures et assassinats de militants locaux, propos hostiles au pouvoir, dissimulation de semences de qualité. La résistance n'est pas organisée. Jusqu'à l'automne 1929, la participation de l'OGPU à la répression de la paysannerie reste limitée. Le 3 octobre 1929, le Politburo du Comité central du VKP(b) publie une directive : il est ordonné de prendre des mesures de répression décisives contre les koulaks, jusqu'aux exécutions. Lorsque la rapidité est requise, ces mesures doivent être mises en œuvre par l'OGPU. Les arrestations de paysans fournissent la première source massive de main-d'œuvre pour le Goulag des années 1930.

Les Solovki. Le 20 juin 1929, Maxime Gorki arrive au camp à destination spéciale des îles Solovki. Par quelques rares fugitifs, la rumeur d'un régime de camp d'une extrême dureté s'est répandue en Occident. Le Congrès américain et le Parlement britannique ont décidé de cesser d'acheter du bois à l'URSS. Gorki doit endormir l'opinion publique.

Alexandre Soljenitsyne, dans son ouvrage sans précédent *L'Archipel du Goulag*, écrit : « On attendait Gorki presque comme une amnistie générale. Le plus grand écrivain russe ! Il va leur administrer une bonne leçon ! Il va leur montrer ! Notre petit père va nous défendre ! »

Depuis le kremlin des Solovki, des convois partent chaque jour vers les forêts pour vider le camp avant l'arrivée de Gorki. On a planté un « boulevard » d'épicéas sans racines.

Gorki vient avec sa belle-fille, Nadejda Peshkova. À cette époque, elle est l'objet de la passion de celui qui sera plus tard le chef du NKVD, Guenrikh Iagoda. Soljenitsyne écrit : « Elle est tout en cuir. Casquette de cuir noir, veste de cuir, culotte de cheval en cuir et hautes bottes étroites. Elle et Gorki, c'est le symbole vivant de l'OGPU marchant coude à coude avec la littérature russe. »

Ils visitent l'infirmerie. À cette occasion, on a distribué des blouses au personnel. Puis on emmène Gorki sur la colline de Sekirnaïa, où se trouve le pire des cachots. On a retiré les instruments de torture, installé une table et déposé des journaux. On a laissé quelques détenus à l'air plus ou moins sain, en train de lire des journaux, ostensiblement à l'envers. Gorki s'approche de l'un d'eux. Il retourne le journal et sort. La belle-fille de Gorki note : « De la colline de Sekirnaïa s'ouvre une vue magnifique sur le lac. Un silence, une beauté étonnante. Le soir, nous avons écouté un concert. »

Au programme de ce concert, donné par les détenus des Solovki, il y avait des œuvres de Rossini, Wieniawski, Rachmaninov, Leoncavallo.

L'académicien Dmitri Likhatchov, prisonnier aux Solovki en 1929, se souvient : « Je me tenais dans la foule devant le baraquement de la colonie de travail. Gorki restait dans le baraquement seul à seul avec un garçon de quatorze ans qui s'était proposé pour lui dire toute la vérité. Gorki est resté avec ce garçon au moins quarante minutes. Quand il est sorti, il pleurait devant tout le monde. La foule des détenus exultait : "Gorki a tout appris. Le garçon lui a tout raconté !" »

Le lendemain, dans le livre d'or, Gorki écrit : « Il ne serait ni souhaitable ni digne de moi de tomber dans les louanges stéréotypées à l'adresse de l'énergie étonnante de ces hommes qui, en étant les sentinelles vigilantes de la révolution, savent être de hardis créateurs de culture. »

Le 23 juin 1929, Gorki repart par bateau. À peine son vapeur a-t-il pris le large que l'on fusille le garçon.

Au moment où Gorki monte à bord, non loin de là, à trois cents pas, travaillent des détenus vêtus de sacs. Leur chef, un criminel de droit commun, parvient à les soustraire au regard de Gorki. Il hurle : « En rang ! Serrez les rangs ! Accroupissez-vous ! Assieds-toi, je dis ! les uns sur les autres ! » Une masse compacte de corps se forme. Puis il ordonne aux matelots d'apporter en hâte une bâche du bateau. On les recouvre tous.

L'académicien Likhatchov écrit : « Gorki se tenait sur le pont, plaisantait, tutoyait la direction du camp. »

Après Gorki, une commission du GPU arrive aux Solovki pour inspecter l'action du personnel médical. Il est consigné : « Le docteur Pelioukhin a envoyé un vivant au cimetière. Mais le "mort" a commencé à sortir de sa tombe. Les infirmiers lui ont alors dit : "C'est au docteur de savoir mieux que toi si tu es vivant ou mort." »

L'académicien Dmitri Sergueïevitch Likhatchov se souvient : « Le pouvoir n'a laissé dans le pays que ce qui était gris et sans visage : ceux qui se cachaient ou ceux qui s'adaptaient. »

En 1928 déjà, le frère de Mikhaïl Malkov, Timofeï-le-petit, était venu le voir depuis le Kazakhstan, lui qui enseignait dans le technicum. Timofeï lui conseillait alors de tout laisser, d'abandonner son exploitation, de quitter le village pour aller s'installer au loin et trouver du travail en ville. Beaucoup de paysans font exactement cela : ils partent plus loin en Sibérie, parfois carrément dans la taïga. Mikhaïl Oustinovitch et ses frères, avec lesquels il exploite la ferme en commun, le savent. Ils lisent les journaux, prennent *Le Kourganski rouge*, le journal de la région. Son fils Viktor se souvient : « À ces conseils, notre père répondit : "Où veux-tu que j'aille avec une telle marmaille ?!" » La marmaille, c'est quatre fils, deux filles et une femme qui, à force de travail, n'a jamais appris ni à lire ni à écrire.

Un des derniers jours de décembre 1929, le soir, deux hommes armés de fusils de chasse entrent chez les Malkov et s'asseyent à table.

Depuis des années, à côté des Malkov vivait la famille de Tatiana Gasnikova avec ses quatre enfants. Les enfants des Malkov et des Gasnikov grandissaient et jouaient ensemble. Ce soir-là de décembre, il y avait une réunion à l'école locale. Un homme du district était venu annoncer qu'il existait un plan du parti pour la dékoulakisation. On se mit à discuter des paysans du village figurant sur la liste. Quand ce fut le tour de Malkov, le komsomol Semka Iejik cria : « Nous devons dékoulakiser et expulser du village Malkov Mikhaïl Oustinovitch. » La proposition fut adoptée à l'unanimité. Le fils aîné de Malkov, Sacha, et les enfants de Tatiana Gasnikova, Gricha et Vania, écoutaient par curiosité derrière la porte. Quand tout devint clair, Sacha demanda à son ami : « Vania, alors ça veut dire que ta mère a elle aussi voté pour qu'on nous chasse du village ? »

Le 7 novembre 1929, la *Pravda* publie un article de Staline, « L'année du grand tournant. Pour le douzième anniversaire d'Octobre ». Dans la partie III, sur l'agriculture, on lit : « La dernière espérance des capitalistes de tous les pays, le "sacré principe de la propriété privée", se réduit en poussière. » Autrement dit, on en a fini une fois pour toutes avec le slogan révolutionnaire « La terre aux paysans ! ». C'est justement en 1929 que l'expression « coup d'État d'Octobre » est remplacée, dans l'historiographie officielle, par « révolution d'Octobre ». Le quadriptyque « Grande Révolution socialiste d'Octobre » ne sera introduit par Staline qu'en 1934. Le 21 décembre 1929,

on célèbre à l'échelle du pays le cinquantième anniversaire de Staline. Partout, des meetings et des cérémonies rassemblant des milliers de personnes, des télégrammes. On n'avait pas célébré avec un tel faste les 300 ans de la maison des Romanov. En 1929, Staline lui-même ne réclame pas une telle fête. L'initiative vient clairement de son entourage le plus proche. Mais pas seulement : elle vient aussi d'en bas. Les gens eux-mêmes — eux-mêmes ! — se jettent dans une hystérie d'enthousiasme. Kalinine déclare simplement dans la presse : « Staline est un génie qui peut tout. »

Depuis février 1929, cela fait presque un an que le pays vit par le système des cartes de rationnement. Le 27 décembre 1929, Staline prononce un discours à la conférence des marxistes agrariens. Il dit : « En tant que parti, en tant que pouvoir soviétique, nous sommes passés à la liquidation des koulaks en tant que classe. »

Les hommes armés qui entrent chez Mikhaïl Oustinovitch Malkov, c'est justement le 27 décembre. Ils lui présentent un papier : lisez, signez. Mikhaïl Oustinovitch le lit sans se presser et signe. Les hommes restent à la maison pour la nuit. Le matin, toute la famille est conduite sous escorte dans la cour. Devant la maison, la foule. Déjà, quelqu'un sort le bétail, fouille dans le grenier. Le journal *Le Kourganski rouge*, que les Malkov recevaient, écrit pour le grand public soviétique : « Les chambres luxueuses des koulaks, meublées de façon coûteuse, ont été occupées par les journaliers et les pauvres. » Des informations plus fiables se trouvent dans les documents du comité régional de l'Oural du VKP(b) : « Nous avons pris du retard pour la dékoulakisation. Dans une grande partie des exploitations, il ne restait plus que la maison et les pots. »

Dans un rapport de la section locale du GPU de Kourgan, on lit : « Dans les familles koulaks, on prend même les icônes en cuivre. Ça servirait pour les tracteurs comme vieux métal. On prend aussi les langes sales des enfants. » Dans un autre : « Une plainte a été déposée par des paysans pauvres. On a arrêté 16 familles, pillé leurs biens, tout porté au soviet, fouillé les chemises et les pantalons pour y trouver de l'argent. Le commissaire s'est mis à jouer de l'harmonica et les militants se sont mis à danser. Puis ils sont allés de maison koulak en maison koulak, buvaient de la vodka, faisaient des crêpes. Lors des perquisitions, on dépouillait entièrement les femmes et les enfants. »

Après la confiscation des biens, on enferme habituellement les hommes dans l'« izba-bibliothèque » du village. Elle sert partout de lieu d'interrogatoire nocturne. Dans les archives régionales de Kourgan, on trouve : « On torturait le koulak Ossipov dans l'izba-bibliothèque pour lui faire avouer où il cachait son or. Le président du soviet villageois le frappait du poing, le secrétaire de la cellule du Komsomol, Fichtchenko, a pris un fusil et l'a menacé de le tuer. Puis on a passé au cou d'Ossipov la corde de sa croix, on a accroché cette corde à un clou dans le mur et on a retiré le tabouret de sous ses pieds. »

Au moment de la dékoulakisation, la femme du maître de maison venait de mourir : on lui a retiré son linceul jusqu'au dernier haillon.

Dans un rapport du GPU de Kourgan, on lit : « Le secrétaire de la cellule du parti a tenté de violer Pavlova, issue d'une famille koulak. Après Pavlova, Khlopotov a fait la même chose avec Vera Iezovskikh. »

Tous les biens et bâtiments agricoles des dékoulakisés sont transférés au fonds des kolkhozes en tant qu'apport des pauvres. Dans le même temps, les dettes du koulak envers l'État sont désormais reportées sur cette même pauvreté qui entre au kolkhoze. Dans la frénésie de la dékoulakisation, les pauvres signent avec légèreté des engagements de dette pour l'avenir. L'endettement koulak, cent fois gonflé, est immense. Cela signifie qu'au moment même de leur entrée au kolkhoze, ses

membres sont déjà débiteurs envers l'État, et qu'ils travailleront pratiquement pour rien dans les années qui viennent. Pour l'instant, les pauvres n'y pensent pas : ils emportent tout ce qu'ils peuvent des maisons koulaks, arrachent, démontent tout ce qui vient. Intuitivement, ils estiment être dans leur droit : tout cela passe bien dans la propriété de l'État, donc devient à tout le monde — autrement dit, à personne.

C'est l'hiver. Cette saison a été choisie à dessein pour la dékoulakisation. Celle-ci est une mesure d'épouvante au service de la collectivisation. Les expulsions doivent être achevées pour l'essentiel en hiver. Au printemps, au moment des semailles, ceux qui restent doivent être prêts à travailler au kolkhoze.

Le 15 janvier 1930, est créée une commission du Politburo du Comité central du VKP(b) chargée de définir les mesures à prendre contre le koulak. Elle est présidée par le secrétaire du Comité central, futur chef du gouvernement, puis commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Viatcheslav Molotov. La commission s'occupe directement de l'expulsion des familles de koulaks, c'est-à-dire de leur destruction physique, à eux et aux membres de leurs familles.

Le pouvoir craint les mouvements de masse paysans contre les expulsions. Les rapports du GPU enregistrent les humeurs des villages : « On a pris un koulak de nulle part et on le presse ; en réalité, c'est simplement un paysan. » Dans certains villages, les koulaks refusent catégoriquement de partir et disent : « Tirez, mais nous n'irons pas. »

Parmi les paysans promis à l'expulsion, on note des suicides. Certains koulaks se rendent au bureau d'état civil pour divorcer, afin de sauver leur femme et leurs enfants. La plupart des familles restent unies. Les femmes refusent de divorcer en disant : « Même dans la tombe, mais ensemble. » Au sein des districts sont créés des points de rassemblement où se forment les colonnes qui se mettent en route vers les gares. Les koulaks doivent financer leur propre expulsion avec leurs propres moyens : on leur laisse une certaine somme sur les biens confisqués pour payer le voyage. Avec le reste de l'argent confisqué, on forme l'escorte, composée d'ouvriers. Les forces de l'OGPU sont mobilisées.

Les Malkov, avec d'autres familles du même type, se tiennent sur la place du soviet villageois. On ordonne de monter sur les traîneaux. Apparaît le komsomol Semka Iejik, dans une charrette attelée de la jument des Malkov, Vetka. Viktor Malkov écrit : « Comme je pleurais. Nous, gamins morveux de la campagne, étions devenus indésirables pour le pouvoir soviétique, et celui-ci avait ordonné de nous effacer de la surface de la terre. »

Dans la résolution du Politburo du Comité central du VKP(b) du 30 janvier 1930, il est prévu, pour la seule période de février à mai, d'envoyer 60 000 personnes dans les camps de concentration et de déporter vers des régions éloignées jusqu'à 170 000 familles. Rappelons-le : dans chaque famille, il y a au minimum cinq enfants, plus les adultes de deux générations.

Quelqu'un parmi ceux qui les accompagnaient jette dans le traîneau des Malkov un sac de biscuits secs. « En route », ordonne Semka Iejik. Mikhaïl Oustinovitch Malkov se met en marche pour son dernier voyage. Son fils Viktor se souvient : « Nous ne savions pas à quoi pensait notre père à ce moment-là. Je ne parle même pas de notre pauvre mère. Mais elle était bien incapable d'imaginer ce qui arriverait réellement à sa famille. Pour l'heure, son mari est encore à côté d'elle – son soutien, et celui de ses enfants. » En réalité, son mari, Mikhaïl Oustinovitch, et des centaines de milliers d'hommes comme lui, étaient les soutiens et les nourriciers du pays. Et leurs enfants, ils les élevaient dans le dur travail paysan.

Mikhaïl Oustinovitch Malkov mourra un an après la déportation, à l'abattage du bois, à quarante-neuf ans.

Depuis leur village natal, on les emmène vers la gare du chef-lieu de district. Dans certains villages sur le trajet du convoi, les habitants sortent et accueillent les déportés avec le pain et le sel. Autour des gares, on refoule la population dans les maisons. Les gens sortent quand même. À la gare, le plan de quotas d'expulsion est délirant. Ne pas le remplir équivaut à faire de l'agitation antisoviétique. On entasse tout le monde dans des wagons à bestiaux. Après le passage du train n° 1001 (convoi n° 503), la contrôleuse Semakina trouve et remet au GPU un billet ainsi rédigé : « On nous emmène on ne sait où, on ne nous laisse pas prendre l'air, on ne nous donne pas d'eau, pas même de neige. Honte à vous d'enfermer des nourrissons en prison. Honte à vous, gens soi-disant cultivés. »

Viktor Malkov écrit : « Dans un virage serré, par une fente, j'ai aperçu au milieu des wagons à bestiaux un autre wagon, totalement différent, avec des fenêtres. J'ai demandé à mon père ce que c'était. Il m'a répondu : "Dans ce wagon avec des fenêtres, ce sont les chefs, comme notre Semka Iejik. Sur une voie déserte, en rase campagne, ils arrêteront le train, ils en sont capables, et ils commenceront à nous faire sortir des wagons directement dans la neige. Ça peut bien arriver, mes enfants." »

Et c'est bien ce qui arriva.

Alors, dans le wagon, Mikhaïl Oustinovitch dit à ses fils : « Tout ce qu'on nous a fait, cela s'appelle un crime contre l'humanité. »

Cette expression avait été prononcée pour la première fois le 24 mai 1915. Ce jour-là, la Grande-Bretagne, la France et la Russie adoptent une déclaration condamnant le tristement célèbre massacre des Arméniens dans l'Empire ottoman. Les trois puissances qualifient cet acte des autorités turques de crime contre l'humanité et la civilisation. Mikhaïl Oustinovitch Malkov était donc un homme politiquement instruit.

Après la déportation de familles paysannes d'un village, le secrétaire du comité de district dit à voix basse au procureur du district : « Tu crois que la Russie nous pardonnera cela ? Ils nous déterreraient de nos tombes. Et jetteraient nos os aux corbeaux. »

La mémoire vivante de centaines de milliers de paysans russes exterminés s'est effacée. Bien qu'il y a encore une dizaine d'années, dans l'un des villages de la région de Kourgan, on se souvenait : « Il y avait ici un koulak. Il avait même un moulin. Sa fille avait terminé le conservatoire. Elle jouait du violon. Et lui de l'accordéon. Dans le club du village, ils donnaient de ces concerts... »